



JOURNÉES CLUB COELIO MARSEILLE

Comité Organisateur :

Sophie AVIT-MIOSSEC, Clinique des Lauriers, Fréjus

Régis FARA, Hôpital Européen, Marseille

Hugues SEBBAG, HP de Provence, Aix en Provence

**DOSSIER
PARTENAIRES**

**JEUDI 4 DECEMBRE
VENDREDI 5 DECEMBRE**

City Center Vieux Port

**Club
Coelio** 2025

www.clubcoelio.com



RELATIONS PARTENAIRES

Paul CANU

Tel : +33 7 67 58 63 09

p.canu@edupartners.fr

Sébastien PARNAUDEAU

Tel : +33 6 85 71 07 86

sebastien.parnaudeau@edupartners.fr

FACTURATION / INSCRIPTIONS PROFESSIONNELS DE SANTÉ & EXPOSANTS

Virginie HEDOU

Tel : +33 7 81 38 49 54

v.hedou@edupartners.fr

Cet événement fait l'objet d'une déclaration d'EduPartners auprès des instances : Conseil de l'Ordre des Médecins et Ethical MedTech Compliance





JOURNÉES CLUB COELIO MARSEILLE 2025

JEUDI 4 DECEMBRE
VENDREDI 5 DECEMBRE

City Center Vieux Port



Le Havre, le 21 février 2025,

Adresse :
Groupe Hospitalier du Havre
Service de Chirurgie
Générale et Digestive
BP 2 4
76083 LE HAVRE CEDEX

Comité organisateur

*Sophie AVIT-MIOSSEC,
Clinique des Lauriers, Fréjus
Régis FARA,
Hôpital Européen, Marseille
Hugues SEBBAG,
HP de Provence, Aix en Provence*

Madame, Monsieur,

Le Club Coelio compte parmi ses 50 membres des « coelioscopistes » accomplis et reconnus au niveau national pour leur pratique et leur expertise en chirurgie.

A partir de l'expérience chirurgicale du Club et souhaitant rassembler et échanger, nous organisons chaque année nos journées autour des techniques chirurgicales et les évolutions qui les accompagnent.

En votre qualité de partenaire historique du Club Coelio, vous vous associez à nos projets et nous sommes heureux, de vous informer que nous organisons, cette année les, **25e journées nationales les 04 et 05 décembre 2025, au City Center Vieux Port, Marseille.**

Souhaitant rassembler près de 150 chirurgiens, nous allons dans les prochaines semaines, lancer une action de communication d'envergure auprès de plus de 3000 chirurgiens en capitalisant sur l'intérêt scientifique et porteur de la thématique des journées, de la présence d'un parterre d'experts et du site exceptionnel du congrès.

C'est dans un esprit de collaboration constructive et dans un intérêt commun, que nous souhaiterions vous voir présent à cette journée en qualité de partenaire.

Votre participation peut s'envisager sous différentes formes telles que :

- Réservation d'une surface d'exposition de 5, 7 ou 9 m²,
- Insertion d'une documentation dans les pochettes participants,
- Logo sur le site dédié des journées,
- Mise en avant de vos couleurs sur la signalétique des journées.

Edupartners 66, avenue Georges Clémenceau – 94170 Le Perreux Sur Marne -
contact@edupartners.fr

A noter que l'ensemble des soutiens perçus auprès des partenaires de l'événement contribue de manière collective à l'organisation de l'évènement et ne servira aucunement à procurer directement ou indirectement un avantage individuel en nature ou en espèce à un professionnel de Santé, un étudiant en formation initiale, au représentant de l'ARS ou aux autres acteurs d'institutions publiques.

Nous comptons vivement sur votre présence à ces journées et nous vous prions de recevoir nos cordiales salutations.

Le Comité Organisateur



JOURNÉES CLUB COELIO MARSEILLE 2025

JEUDI 4 DECEMBRE
VENDREDI 5 DECEMBRE

City Center Vieux Port


www.clubcoelio.com

Adresse :

**Groupe Hospitalier du Havre
Service de Chirurgie
Générale et Digestive
BP 2 4
76083 LE HAVRE CEDEX**

Comité organisateur

Sophie AVIT-MIOSSEC,
Clinique des Lauriers, Fréjus
Régis FARA,
Hôpital Européen, Marseille
Hugues SEBBAG,
HP de Provence, Aix en Provence

LETTRE DE MANDAT

Le Havre, le 21 février 2025

Madame, Monsieur,

Je soussigné Arnould BELLOUARD, Président du Club Coelio, atteste que la Société EDUPARTNERS, S.A.S, immatriculée au RCS de Créteil sous le n° 803 692 938, dont le siège social est au 66 Avenue Georges Clémenceau au Perreux sur Marne (94170), représentée par Sébastien Parnaudeau, son Président, a la charge l'organisation des **25e journées nationales, les 04 et 05 décembre 2025, au City Center Vieux Port, Marseille.**

Je lui délivre la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit. Nous comptons vivement sur votre présence à ces journées et nous vous prions de recevoir nos cordiales salutations.

Arnould BELLOUARD
Président du Club Coelio

"Travailler ensemble ou la transversalité en chirurgie"

Jeudi 4 décembre 2025

12h00 Accueil des participants / Remise des badges
Cocktail déjeunatoire espace exposants

13h15 Accueil et ouverture

- Introduction :
- Président du Club Coelio - Arnaud PIQUARD

Session : Colorectale fonctionnelle

Intervenant principal : Diane Mège, CHU Marseille

13h30 La statique pelvienne :

- Procédures chirurgicales vidéos
- Prolapsus & prothèses : Avec ou sans prothèse ?
- Les recommandations de l'HAS
- Les fondamentaux à retenir
- Quelle stratégie en cas d'atteinte multi compartimentale ?
- Quelles voies d'abord : Voie basse et mini invasive

Session : Endométriose

14h45 Mise au point générale

15h00 Résection complexe - Approche mixte laparoscopique et robot assistée par les chirurgiens urologue, gynécologues et viscéraux

- Procédures chirurgicales vidéos

15h45 Pause / Espace exposants

Session : Colorectale Oncologique

16h15 Procédures chirurgicales vidéos

- Résections combinées en cas de métastases synchrones
- Stratégie médicale : Diagnostic oncologue et radiologue interventionnel
- Stratégie chirurgicale
- Et l'approche mini invasive dans tout ça...!

17h30 Interruption du programme

Session Paroi « Délocalisée »

18h30 - Cas clinique sur infections de prothèses et douleurs chroniques associées

(Expérience du Club Coelio)

- Cas Clinique #1
- Cas Clinique #2
- Discussion

20h00 Dîner du congrès

Vendredi 5 décembre 2025

08h15 - Accueil des participants

Session : La pré habilitation en chirurgie

08h15 Retour d'expériences

- Centre RAAC 1
- Centre RAAC 2

Session : Endoscopie chirurgicale

09h00 Innovations en chirurgie bariatrique

- endoscopie bariatrique : Techniques adoptée par le chirurgien digestif
- Traitements endoscopiques bilio-pancréatique
- Repérage per-opératoire de la jonction œsogastrique sur cure de reflux
- Formation des nouveaux chirurgiens à l'endoscopie - La laparoscopie- La robotique

10h30 Pause / Espace exposants

11h00 Revue des études du Club Coelio

- Cholécystites aiguës
- Grande hernie hiatale avec prothèse
- EVAGRAF (Evaluation systèmes d'agrafage)

11h40 Communication Partenaire

Session : Intelligence artificielle en chirurgie viscérale

12h00 Bloc connecté : Enjeux et perspectives

- Le point de vue du spécialiste
- Le point de vue du chirurgien
- Conférence

13h30 Pause déjeuner / Espace exposants

Session DPC en collaboration avec la FCVD

14h30 Santé du professionnel : Etre en bonne santé

pour soigner nos patients

- Accepter les erreurs et gérer le stress/biais cognitifs

17h30 - Clôture du congrès

HEBERGEMENT

Pour toute réservation de vos collaborateurs (individuelles ou en groupe), GroupCorner, notre partenaire en charge des réservations d'hébergements, sera à même de vous faire bénéficier, des tarifs négociés avec la possibilité de réserver en ligne sur le site du congrès, ou sinon par mail à congres@groupcorner.email.



LIEU DU CONGRÈS : LE CITY CENTER VIEUX PORT

2 rue Henri Barbusse, 13001, Marseille

Au cœur du Vieux-Port, avec sa vue imprenable sur le port et son architecture mêlant tradition et modernité, le City Center Vieux Port propose différents espaces. Passez d'une ambiance historique et authentique à des salles de conférences modernes et entièrement modulables. L'espace exposants et la restauration seront installés dans la grande salle centrale.

Chaque exposant se verra proposer, une table et 2 chaises avec la possibilité et sur demande auprès d'Edupartners, une surface de stand plus importante. Les stands seront attribués par ordre d'arrivée des bons d'engagement selon le principe du « premier arrivé - premier servi ». L'espace privatif peut accueillir 20 stands sur différentes surfaces au sol (à partir de 5 m²).

Le comité scientifique du Club Coelio organisateur des journées souhaite privilégier les échanges entre les participants et les exposants et pour cette raison, les temps de pauses seront adaptés à la visite de stands.

Tarif badge supplémentaire :

- 100 € HT incluant accès aux conférences et restauration (pauses + déjeuner(s))
- 120 € HT si commandé 10 jours avant le congrès
- 150 € HT sur place

Tarif Dîner du congrès / Jeudi 04 décembre 2025

- 70 € HT € invitation nominative
- 80 € HT € si commandé 10 jours avant le congrès
- 100 € HT € sur place

Sécurité : Les exposants sont informés que l'aménagement du stand doit être conforme aux règles de sécurité en vigueur. Il est donc spécifiquement recommandé d'utiliser des matériaux aux normes usuelles. L'utilisation de gaz ou autre combustible est totalement interdite.

Nettoyage : Le nettoyage des sols et des poubelles est effectué quotidiennement. Les emballages et déchets déposés par les exposants devront être enlevés par ces derniers (avant et après le salon).

Affichage : Il est strictement interdit de coller ou d'accrocher des supports sur les murs et rideaux des chambres. Le gaffer ou tout autre type d'adhésif est totalement interdit.

PACK PLATINIUM 12 500,00 € HT

7 500,00 €	Espace d'exposition type parapluie de 10 m ² sur emplacement stratégique comprenant mise à disposition de tables et de chaises, alimentation électrique, wifi, nettoyage des espaces pour 1,5 jours d'exposition
600,00€	6 Badges collaborateurs incluant accès aux conférences et restauration (pauses + déjeuner(s))
1 200,00 €	Présentation de 20 minutes en salle plénière devant les congressistes
990,00 €	Tour de cou ou sacoche congressiste personnalisés avec le logo du partenaire *
750,00 €	Affichage de votre logo sur les supports signalétiques : kakémono, pancarte...*
900,00 €	Insertion pleine page sur programme imprimé jour J
900,00 €	Visuel inter séance : Diffusion d'un visuel format 16/9e paysage (visuel ou vidéo durée max 8 secondes)
850,00 €	Bloc-notes avec bandeau/logo partenaire
750,00 €	Logo sur programme imprimé jour J avec mise en avant du niveau de partenariat
750,00 €	Logo site internet des journées dans la section partenaires avec mise en avant du niveau de sponsoring
140,00 €	Invitations dîner du congrès x 2

*Limité à un seul partenaire. Si cette prestation était déjà réservée, une alternative vous serait proposée.

PACK PRIVILEGE 9 500,00 € HT

6 000,00 €	Espace d'exposition type parapluie de 8 m ² sur emplacement stratégique comprenant mise à disposition de tables et de chaises, alimentation électrique, wifi, nettoyage des espaces pour 1,5 jours d'exposition
400,00 €	4 Badges collaborateurs incluant accès aux conférences et à la restauration (pauses + déjeuner + déjeuner(s))
900,00 €	Bandeau "partenaire" sur newsletter destinée aux 3000 chirurgiens de notre fichier. 2 envois aux dates souhaitées par le partenaire
750,00 €	Logo site internet des journées dans la section partenaires avec mise en avant du niveau de sponsoring
650,00 €	Fourniture de stylos partenaire *
900,00 €	Visuel inter séance : Diffusion d'un visuel format 16/9e paysage (Visuel ou vidéo durée max 8 secondes)
750,00 €	Logo sur programme jour J avec mise en avant du niveau de partenariat
140,00 €	Invitations dîner du congrès x 2

*Limité à un seul partenaire. Si cette prestation était déjà réservée, une alternative vous serait proposée.

PACK SILVER 6 500,00 € HT

4 500,00 €	Espace d'exposition type parapluie de 6 m ² sur emplacement stratégique comprenant mise à disposition de table et de chaises, alimentation électrique, wifi, nettoyage des espaces pour 1,5 jours d'exposition
300,00 €	Badges collaborateurs x 3 incluant accès aux conférences et à la restauration (pauses + déjeuner(s))
750,00 €	Logo sur programme jour J avec mise en avant du niveau de partenariat
750,00 €	Logo site internet des journées dans la section partenaires avec mise en avant du niveau de sponsoring
900,00 €	Visuel inter séance : Diffusion d'un visuel format 16/9e paysage (Visuel ou vidéo durée max 8 secondes)
140,00 €	Invitations dîner du congrès x 2

Bon de commande à retourner par mail à l'attention de **Virginie HEDOU**
v.hedou@edupartners.fr
 (date limite d'envoi : < 05/09/2025)

Nom société

Adresse Facturation

N° de TVA intracommunautaire :

Merci de cocher l'item ci-dessous, si vous souhaitez voir la facture apparaitre sans TVA FACTURE SANS TVA / AUTOLIQUIDATION

Contact :
Mail :

- PACK PLATINIUM
- PACK PRIVILEGE
- PACK SILVER

N° CD/PO

Informations Complémentaires :

DESIGNATION

TOTAL HT

◦ Espace d'exposition type parapluie de 5 m ² comprenant : une table et 2 chaises 1,5 jours d'exposition + alimentation électrique, nettoyage des espaces, wifi + 2 badges (2 x 100 € HT) avec pauses et déjeuner(s)	3 950,00 €
◦ Présentation de 20 minutes en salle plénière devant les congressistes	1 200,00 €
◦ Logo sur programme imprimé jour J avec mise en avant du niveau de partenariat	750,00 €
◦ Logo sur site internet avec mise en avant du niveau de partenariat	750,00 €
◦ Visuel inter séance : Diffusion d'un visuel format 16/9e paysage (durée max 8 s)	900,00 €
◦ Insertion de vos supports dans les sacs congressistes	750,00 €
◦ Affichage de votre logo sur les supports signalétiques : kakémono, pancarte...	750,00 €
◦ Bloc-notes avec logo du Partenaire	850,00 €
◦ Stylos x 150 unités fournis par le partenaire	650,00 €
◦ Insertion bandeau « Partenaire » sur newsletter de notre <i>fichier de 3000 chirurgiens</i>	900,00 €
◦ Insertion pleine page sur programme imprimé jour J	900,00 €
◦ Invitation Dîner du congrès (tarif à considérer en fonction de la période)	____,00 €
◦ Badge congrès supplémentaire (tarif à considérer en fonction de la période)	____,00 €

Cette demande de réservation doit être obligatoirement accompagnée d'un acompte de 50% TTC du total par virement à l'ordre d'Edupartners SAS.
 Règlement du solde à 8 semaines minimum avant la date de la manifestation.
 Conditions de réservations
 En cas d'annulation par les demandeurs dans un délai supérieur à 8 semaines du congrès.
 L'organisateur conserve à titre d'indemnité une somme égale à l'acompte de la réservation versée sans préjudice des indemnités dues.

**INFORMATIONS BANCAIRES BANQUE SOCIETE GENERALE
 TITULAIRE DU COMPTE SAS EDUPARTNERS
 DOMICILIATION (00061)
 IBAN FR76 3000 3000 6100 0270 0029 245
 IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)
 SOGEFRPP**

TOTAL HT



Cachet de la Société

Date
Signature

Reconnait avoir lu et approuvé les conditions générales de ventes en annexe 2

Conditions générales d'admission et de participation aux 25ème Journées du Club Coelio 04-05 décembre 2025 (Marseille) :



Article 1 : Les organismes désireux d'exposer acceptent sans réserve les dispositions des conditions générales, la réglementation du lieu et les prescriptions de droit public applicables aux manifestations organisées en France. Ils acceptent toutes dispositions nouvelles imposées par les circonstances ou dans l'intérêt de la manifestation que l'organisateur se réserve le droit de signifier, même verbalement.

Article 2 : Les candidatures et bons de commande sont à adresser à : EduPartners – 66 Avenue Georges Clémenceau, 94170 LE PERREUX SUR MARNE.

Article 3 : Les demandes de réservation, signées par l'exposant, ne sont valables que si elles sont formulées sur les bons de commandes fournis par EduPartners. Cette demande de réservation doit être obligatoirement accompagnée d'un acompte de 50% TTC du total (par virement à l'ordre d'EduPartners). Une facture d'acompte de 50% TTC sera envoyée en retour.

Règlement du solde 8 semaines minimum avant la date de la manifestation. Pour toute demande après cette date, l'intégralité du montant est due à la réservation.

Article 4 : Les candidatures seront soumises au Comité d'Organisation qui, après examen des dossiers, statuera sur les admissions. En cas de refus, le Comité d'Organisation n'aura pas à motiver la décision qui sera notifiée au candidat. En aucun cas, le postulant refusé ne pourra prétendre à une indemnité quelconque en se prévalant du fait que son adhésion a été sollicitée par le Comité d'Organisation des journées et EduPartners.

Article 5 : Le certificat d'admission est nominatif, incessible et inaliénable. Il est formellement interdit aux exposants, sauf accord écrit par le Comité d'Organisation des journées et EduPartners, de céder, sous-louer ou partager à titre onéreux ou gratuit tout ou partie de leur emplacement. Il leur est également interdit de louer dans l'enceinte du lieu une surface autre que celle proposée par le Comité d'Organisation des journées et EduPartners.

Article 6 : Toute distribution de publicité et tracts ne pourra être effectuée que sur le stand attribué à l'exposant.

Article 7 : Au cas où le stand ne serait pas entièrement réglé à l'ouverture des Journées, le Comité d'Organisation des journées et EduPartners, qui se réservent le droit de disposer de l'emplacement, ne sera pas dans l'obligation de rembourser les sommes déjà versées. En cas d'annulation par un exposant 8 semaines avant la date de la manifestation, l'organisateur conserve à titre d'indemnité l'acompte de 50%. Si l'annulation intervient après cette date, la totalité des sommes dues reste exigible et sera conservée à titre d'indemnité de rupture.

Article 8 : Les exposants prendront les lieux dans l'état dans lequel ils les trouveront et devront les laisser dans le même état, toutes détériorations causées du fait de leurs installations et décorations étant à leur charge. Ils seront responsables directement vis-à-vis du lieu, le Comité d'Organisation et EduPartners ne pouvant en aucun cas être considéré comme responsable.

Article 9 : Le plan de l'exposition est établi par le Comité d'Organisation des journées et EduPartners qui répartissent les emplacements dans l'ordre d'arrivée des réservations, en tenant compte le plus possible des désirs exprimés par les exposants. Le plan d'exposition et le dossier exposant reprenant les informations techniques seront envoyés dans les meilleurs délais.

Article 10 : Si le Comité d'Organisation des journées et EduPartners se trouvent dans l'obligation de modifier partiellement les emplacements ou installations, aucune réclamation ne sera recevable et les exposants s'engagent à se conformer aux décisions prises.

Installation et décoration des stands :

Article 11 : Les emplacements attribués devront être occupés par l'exposant durant toute la durée de l'événement. Sinon, ils seront considérés comme disponibles et pourront recevoir une nouvelle affectation sans que l'exposant défaillant puisse prétendre à une indemnité ou à un remboursement quelconque.

Article 12 : Les exposants devront se conformer aux instructions du lieu et EduPartners, pour la réglementation des entrées et des sorties de marchandises et notamment, pour la circulation des véhicules de toutes sortes dans l'enceinte de l'établissement.

Article 13 : Avant le début de la période d'aménagement, aucun matériel ne peut être introduit librement sous la seule responsabilité des exposants. Les exposants sont

responsables tant du matériel qu'ils exposent que de celui qu'ils ont loué et installé sur leur stand. Le Comité d'Organisation et EduPartners déclinent toute responsabilité pour la perte ou la détérioration du matériel loué qui ne serait pas enlevé par les entreprises dans les limites prescrites. Une assurance spéciale doit être prise directement par l'exposant à cet effet.

Sécurité :

Article 14 : D'une façon générale, les exposants sont tenus de respecter les règlements s'appliquant aux foires, expositions et salons, ainsi que les mesures de sécurité dictées par la Préfecture. Ces éléments figureront dans le dossier technique qui sera adressé aux exposants.

Article 15 : Le signataire renonce à tout recours contre les organisateurs scientifiques (Comité d'Organisation des journées) et techniques (EduPartners) ainsi que contre les propriétaires des locaux. Il s'engage à souscrire les polices d'assurance pour tous les risques encourus par le matériel exposé (vols, dégâts...) ainsi que les responsabilités civiles couvrant les collaborateurs ou vacataires présents pendant la manifestation.

Dispositions diverses :

Article 16 : Le Comité d'Organisation des journées et EduPartners auront le droit de statuer sur tous les cas non prévus au présent règlement. Toutes ces décisions seront prises sans appel et immédiatement exécutoires.

Article 17 : Toute infraction à l'une des clauses du présent règlement pourra entraîner l'exclusion immédiate, temporaire ou définitive de l'exposant contrevenant sans que ce

dernier puisse prétendre à aucun remboursement ou compensation. Le Comité d'Organisation des Journées et EduPartners pourront disposer de la façon qui leur conviendra de l'emplacement ainsi laissé libre.

Article 18 : En cas de force majeure, les dates du congrès et de l'exposition pourront être modifiées ou celles-ci pourront être purement et simplement annulées. Dans cette dernière hypothèse, les exposants s'engagent à ne réclamer aucune indemnité au Comité

d'Organisation des journées et à EduPartners, les sommes disponibles après paiement des dépenses engagées seront réparties entre les exposants au prorata de leurs versements sans que des recours soient possibles à l'encontre de l'organisateur.

Article 19 : Le Comité d'Organisation des journées et EduPartners ne pourront être tenus responsable d'un trop faible nombre de congressistes inscrits ou d'un quelconque manque d'intérêt pour l'ensemble de la manifestation.

Article 20 : En cas de litige, seuls les tribunaux de Paris sont compétents.

INFORMATIONS BANCAIRES

**BANQUE SOCIETE GENERALE
DOMICILIATION (00061)**

BANQUE GUICHET N° DE COMPTE CLE RIB

30003 00061 00027000292 45

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)

IBAN FR76 3000 3000 6100 0270 0029 245

IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

SOGEFRPP



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Titulaire
SAS EDUPARTNERS

Domiciliation
SG NOGENT MARNE LECLERC (00061)
7 BD DE STRASBOURG
94130 NOGENT-SUR-MARNE

Référence bancaire

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
30003	00061	00027000292	45

IBAN : FR76 3000 3000 6100 0270 0029 245
BIC-ADRESSE SWIFT : SOGEFRPP

STATUTS DU « CLUB COELIO »

(Association régie par la loi de 1901)

Modifications en date du 25 Mars 2011

I - OBJET DE L'ASSOCIATION

Article 1 :

Entre les personnes qui adherent au présent statut est constituée, sous le régime de la loi du 1er juillet 1901, une Association dénommée "CLUB COELIO".

Son siege social est au Centre Hospitalier du HAVRE- BP 24 - 76083 LE HAVRE
CEDEX - HÔPITAL Jacques MONOD - Bureau du DR BOKOBZA.

Article 2 :

L'Association a pour but d'organiser des réunions de chirurgiens coelioscopistes afin de confronter les expériences de chacun et d'améliorer la pratique clinique de cette chirurgie.

- de coordonner des études cliniques au sein du groupe dans le but de mieux préciser les indications opératoires, de mieux déterminer le rapport bénéfice-risque, de définir les bonnes pratiques et d'évaluer les pratiques professionnelles.
 - de travailler en partenariat avec les Industriels de Santé afin d'éprouver les matériaux mis à la disposition des chirurgiens et éventuellement l'aider à la mise au point de nouveaux matériaux, dans le cadre de la Loi
 - de participer aux enseignements de la chirurgie coelioscopique
 - de publier le résultat de ses travaux sous le contrôle d'un comité scientifique,
- L'Association est parfaitement indépendante de toute influence étrangère, en particulier vis à vis des Industriels de Santé.

Article 3 : Les travaux du Club

Les publications des travaux scientifiques du Club Coelio doivent être approuvées par au moins deux membres du Bureau dont le secrétaire scientifique. Elle seront signées par le ou les coordinateurs de l'étude et devront faire apparaître les noms de tous les participants membres ou non du Club Coelio ainsi que la mention « Club Coelio », soit dans le titre soit dans le texte de l'article.

Article 4

L'Association dispose d'un site Internet composé d'une partie publique accessible à tous et d'une partie privée dont l'accès est réservé par indentifiant et code secret aux membres titulaires et honoraires du Club Coelio

L'objectif du site est d'informer les visiteurs sur les activités de l'Association, de servir de lieu d'échange entre les membres.

Le financement du site est assuré par les cotisations et les dons de bienfaiteurs.

II - CONDITIONS D'ADMISSION

Article 5 :

Le Club Coelio est composé de 50 membres au maximum, avec une majorité de chirurgiens français et au moins 5 membres étant des chirurgiens européens. Ce nombre étant incompressible, les nouvelles adhésions ne peuvent se faire qu'après :

- décès d'un des membres actifs
- retraite de l'un des membres titulaires
- démission de l'un des membres titulaires (adressée au président)
- exclusion de l'un des membres titulaires selon les articles 24-25-26-27

L'admission comme membre du Club implique l'adhésion au présent statut et le paiement d'une cotisation annuelle.

Peut devenir membre titulaire du "CLUB COELIO" toute personne physique, Docteur en Médecine, qualifiée en Chirurgie Générale, ou Viscérale et digestive, ayant fait acte de candidature auprès du Président par courrier ou mail en joignant un CV et une photographie récents. Il est vivement souhaité que le candidat ait pu se présenter auparavant à l'occasion d'une des réunions organisées par le Club Coelio. Elle doit être parrainée par deux membres de l'Association. Les candidatures seront recueillies par le président et soumises aux membres au moins un mois avant la date de l'AG au cours de laquelle le vote pour la désignation des nouveaux membres aura lieu. Un droit de veto peut être exercé par tout membre titulaire, il doit être justifié. La demande de veto doit être introduite auprès du bureau du CC qui décidera si cette demande de veto est recevable.

La (les) candidature(s) sera (seront) soumise(e) au vote à bulletin secret lors de l'assemblée générale. Le (les) candidat(s) recevant le plus de voix seront élus en fonction des places disponibles. En cas d'absence de l'un des membres au vote, celui-ci pourra faire une procuration auprès de l'un de ses collègues. Une seule procuration est autorisée par membre présent.

Le président est le garant du bon déroulement des élections.

Les résultats du vote seront adressés à chaque candidat. Les postulants non élus peuvent se représenter à chaque élection en ayant toutefois à nouveau fait acte de candidature officielle.

III Définition des Membres

Article 6 :

Est membre titulaire, toute personne élue selon les conditions de l'article 5. Le membre titulaire a droit de vote et de veto, participe aux décisions prises en Assemblée Générale, contribue aux activités scientifiques, participe aux journées annuelles organisées par l'association ainsi qu'au voyage. Il doit s'acquitter annuellement de sa cotisation. Il peut faire acte de candidature au Bureau.

Un membre titulaire devient honoraire au passage de sa retraite d'activité professionnelle. Cette modification est prononcée par le bureau en Assemblée Générale. Tout membre titulaire, qui ne pourrait plus répondre aux exigences imposées par les présents statuts, peut introduire auprès du bureau une demande pour devenir membre honoraire.

Article 7 :

La qualité de membre honoraire dispense du paiement de la cotisation annuelle.

Un membre honoraire peut assister à toutes les assemblées générales sans toutefois disposer du droit de vote, ainsi qu'au voyage scientifique annuel à la condition de payer intégralement sa participation. Il ne paie pas de droit d'inscription lors du congrès annuel du CC.

Article 8 :

Est membre bienfaiteur toute personne physique ou morale qui déclarant adhérer au but de l'Association, verse une cotisation au moins égale à 50 fois le montant de l'inscription.

IV - RESSOURCES ET DÉPENSES

Article 9 :

Les ressources du "CLUB COELIO" comprennent

- les cotisations des membres actifs
- les dons et subventions accordées par tout membre bienfaiteur
- les revenus de contrats conclus avec les Industriels de Santé pour des études sur l'utilisation de matériels chirurgicaux ou l'organisation de réunions scientifiques.
- les revenus tirés de l'organisation du Congrès annuel
- toute source de revenus autorisée par la Loi

Le montant du droit d'inscription et de la cotisation annuelle est fixé chaque année par l'Assemblée Générale.

Article 10 :

Ses dépenses comprennent

- ses frais d'administration et de gestion,
- toute action susceptible de promouvoir la Coelio-chirurgie.

Article 11 :

Les dépenses ordinaires de gestion et d'administration sont engagées par le bureau, après un vote à la majorité des deux-tiers des membres présents.

Les comptes de l'Association sont soumis à l'approbation d'une des Assemblées Générales annuelles. Ils doivent être approuvés par un vote à la majorité des deux-tiers.

Article 12 :

Le trésorier envoie en début d'année un appel à cotisation. Tout membre n'ayant pas payé sa cotisation avant la première Assemblée Générale de l'année et qui après lettre de rappel du Trésorier, n'a pas régularisé sa situation dans le trimestre qui suit, est démissionnaire d'office.

V – ADMINISTRATION

Article 13 :

L'Association est administrée par un Bureau de 5 membres élus à la majorité simple par l'Assemblée Générale pour 3 ans. Les membres du Bureau sont rééligibles.

Article 14 :

Le renouvellement du Bureau est fait tous les 3 ans ou après démission de celui-ci. Chaque membre du Bureau doit être élu par ses pairs. L'élection du Bureau est organisée par le Président du bureau sortant. Elle doit être annoncée 6 mois avant échéance par courrier ou courriel adressé à tous les membres titulaires. Tout membre du Club Coelio peut faire acte de candidature à la présidence du CC. Le vice-président est candidat au poste de président laissé vacant mais son élection doit être confortée par le vote.

Chaque candidat doit répondre par écrit à l'appel de candidature faite par le président sortant. L'élection a lieu au cours de l'Assemblée Générale du voyage scientifique. Seuls les membres titulaires ont droit de vote ainsi que les membres représentés par procuration adressée au président le jour du vote. Chaque membre du bureau (président, vice-président, secrétaire scientifique, trésorier, chargé des relations extérieures) est élu séparément à bulletin secret à la majorité simple des membres présents et représentés.

Le président sortant est le garant du bon déroulement de l'élection.

Article 15 :

Lors du changement de Bureau, le titre de Président d' Honneur est attribué au Président sortant.

Article 16 :

Le Bureau est composé du Président, du Vice-Président, du Trésorier, du Secrétaire Scientifique, du Responsable des Relations Extérieures. Ces 5 membres décident de la répartition des tâches. Le président d' honneur est invité à toutes les réunions de bureau à titre consultatif. Tout membre titulaire et notamment le responsable du site Internet peut participer aux réunions de bureau sur invitation.

Article 17 :

Les fonctions des membres du Bureau sont bénévoles. Le Président et le Trésorier sont responsables des comptes de l'Association

Article 18 :

Le Bureau ne peut engager de dépenses nouvelles qu'a la majorité des deux tiers des membres présents lors d'une réunion du Bureau, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage égal des voix (Cf article 10).

Article 19:

Le Bureau se réunit sur convocation du Président au moins une fois par semestre.

Article 20 :

Le Bureau est le représentant légal de l'Association. Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au Président ou à l'un de ses membres désignés nominativement pour le représenter en justice, signer tout engagement, donner valablement quittance.

Le Bureau peut en outre par une délibération spéciale, donner mandat à toute personne ayant la capacité juridique voulue et même étrangère à l'Association, de représenter celle-ci dans les circonstances et pour un objet mentionné en la dite délibération; ces décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

VI - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 21

L'Assemblée Générale est composée des membres titulaires de l'Association, à jour de leurs cotisations; les membres honoraires y sont invités sans toutefois disposer du droit de vote

La convocation à l'Assemblée Générale est faite par le Président en joignant par écrit (courrier ou courriel) à tous les membres du CC un Ordre du jour qu'il aura rédigé. Tout membre titulaire du CC peut demander au Président l'inscription d'un point précis si toutefois cette demande lui est faite par écrit 8 jours au moins avant la date de réunion.

L'assemblée Générale ne peut débiter que si les deux conditions suivantes sont réunies : le président ou un des membres du bureau est présent, le quorum de 15 personnes est atteint .

Deux ou trois Assemblées générales ordinaires sont prévues : lors du congrès annuel du Club Caelio, au cours du dernier trimestre de l'année civile et au cours du voyage scientifique annuel. Cette dernière est associée à une réunion de

Formation Continue à l'intention des membres de l'Association. Elle peut également avoir lieu dans un pays différent de la France, choisi par les membres du Bureau et soumis à l'approbation d'une autre Assemblée générale.

Les frais de ces Assemblées sont à la charge de l'Association.

Article 22

Les décisions prises au cours de l'Assemblée générale le seront à la majorité des deux-tiers des membres présents et représentés . S'agissant des décisions annoncées à l'ordre du jour et pour lesquelles un vote est prévu, chaque membre du CC pourra en cas d'absence se faire représenter par procuration écrite remise au Président le jour de cette Assemblée. Une seule procuration autorisée par membre présent.

Les modifications des statuts de l'Association sont proposées par le Président et votées à la majorité des deux-tiers des membres présents et représentés au cours de l'Assemblée Générale.

Article 23

Une Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée soit à l'initiative du Bureau, soit si un tiers au moins des membres de l'Association ont fait par écrit et sur une durée de 30 jours francs la demande au Bureau. L'Assemblée Générale extraordinaire se tient alors obligatoirement dans les vingt jours qui suivent la réception de la lettre, obtenant le quota du tiers des membres.

VII - CONDITIONS D'EXCLUSION

Article 24

Tout membre ne réglant pas sa cotisation annuelle et ne répondant pas à une relance officielle du trésorier est déclaré démissionnaire.

Article 25

Tout membre responsable d'un article ou d'une communication à partir d'un travail du Club, ne citant pas expressément le « Club Coelio » dans le titre ou dans le texte est déclaré exclu.

Article 26

Tout membre ne participant à aucun travail scientifique ni à aucune réunion du Club pendant une durée supérieure à 2 ans est déclaré démissionnaire.

Article 27

D'une façon générale, l'exclusion peut être votée à l'unanimité du Bureau, ou à la majorité qualifiée lors d'une Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire, à l'encontre d'un membre ne respectant pas les règles de déontologie, de courtoisie, ou de bienséance, au sein du Club, ou à l'extérieur après décision de justice ou du Conseil de l'Ordre des Médecins de son pays d'origine.

VIII – DISSOLUTION

Article 28

La dissolution de l'Association ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale extraordinaire. En cas de dissolution, l'actif de l'association est dévolu à une association régulière déclarée et dont les buts sont aussi proches que possible de ceux du Club Coelio.

Le Président

Docteur Alain VALVERDE



Le Secrétaire Scientifique

Docteur Philippe HAUTERS



Le Vice-président

Docteur Constantin ZARANIS



Le Responsable des Relations Extérieures

Docteur Bernard BOKOBZA



Le Trésorier

Docteur JP PERRIN





Procès verbal de l'assemblée générale du 14 mars 2019

L'an deux mille dix-neuf, le 14 mars, à 19 heures 00, s'est réunie l'Assemblée Générale des membres du club Coelio pour décider du renouvellement des membres du bureau directeur du club.

La séance est ouverte à 19 heures, sous la présidence de Mr Philippe MALVAUX.

Les membres présents sont :

L. Arnalsteen, T Auguste, S.Auvray, S Avit-Miossec, T Barthes, A Bellouard, B Bokobza, R Chamlou, L Charbit, J Closset, J-P Cossa, A Dabrowski, T Delaunay, A Deleuze, T Dugue, G Fromont, P Hauters, H Johanet, F Jurczak, P Ledaguenel, J Lemaire, M Lepere, J-H Longeville, E Magne, F Maisonnette, P Malvaux, E Olagne, A Piquard, O Saint-Marc, A Sina, F Siriser, F Thomas, A Valverde, C Zaranis.

Il est constaté que le quorum de 15 membres présents est atteint et que l'assemblée peut valablement délibérer. Une liste des présences est annexée au présent procès-verbal.

Mr le Président expose que la présente assemblée a pour ordre du jour:

- - le renouvellement des membres du bureau directeur du club.

Le président sollicite les candidatures en vue de composer le bureau. Il rappelle que conformément aux statuts, le bureau est composé d'un président, d'un vice-président, d'un président d'honneur qui est le président sortant, d'un trésorier, de 2 secrétaires scientifiques et d'un chargé de relation extérieur. Ils sont élus par l'assemblée générale.

Après rappel de ces dispositions, il est procédé à l'élection. Les membres du nouveau bureau sont élus à l'unanimité.

La composition du nouveau bureau est la suivante :

Président : Arnauld BELLOUARD, français, 790 rue Marcel Belot à 45160 - Olivet, France, chirurgien

Vice président : Arnaud PIQUARD, français, 24 route d'Olivet à 45100 - Orléans, France, Chirurgien

Président d'honneur : Philippe MALVAUX, belge, 140 rue de la Résistance à 7540 Kain, Belgique, Chirurgien

Trésorier : Frank SIRISER, français, 15 Rue du Maréchal Montgomery à 14480 - Creully Sur Seulles, France, chirurgien

Secrétaires scientifiques : Florent JURCZAK, français, 14 route du Champ Plat à 44600-Saint Nazaire, France, chirurgien et Reza CHAMLOU, belge, 14 avenue des Roses à 1640 - Rhode St Genèse, Belgique, Chirurgien

Chargé de relation extérieur : Thierry BARTHES, français, 25 avenue des Grottes de Passelourdain à 86280 - Saint Benoît, France, chirurgien

- L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 45, après lecture et approbation du présent procès-verbal.

Le Président

P. Malvaux

Le trésorier

J-H. Longeville



COMPOSITION DU NOUVEAU BUREAU

Président :

Arnauld BELLOUARD, Chirurgien, né le 19/02/1958 à Suresnes, France et domicilié 790 rue Marcel Belot à 45160 – Olivet, France

Vice-Président :

Arnaud PIQUARD, Chirurgien, né le 09/09/1969 à Toury, France et domicilié 24 route d'Olivet à 45100 – Orléans, France

Président d'honneur :

Philippe MALVAUX, Chirurgien, né le 09/01/1967 à Rocourt, Belgique et domicilié 140 rue de la Résistance à 7540 – Kain, Belgique

Trésorier :

Frank SIRISER, Chirurgien, né le 07/07/1958 à Boulogne Billancourt (92), France et domicilié 15 Rue du Maréchal Montgomery à 14480 - Creully Sur Seulles, France

Secrétaires scientifiques :

Florent JURCZAK, Chirurgien, né le 21/02/1967 à Desertines 03, France et domicilié 14 route du Champ Plat à 44600-Saint Nazaire, France

Reza CHAMLOU, Chirurgien, né le 21/03/1968 à Téhéran, Iran et domicilié 14 avenue des Roses à 1640 – Rhode St Genèse Belgique

Chargé de relation extérieure :

Thierry BARTHES, Chirurgien, né le 17/7/1963 à Poitiers, France et domicilié 25 avenue des Grottes de Passelourdain à 86280 - saint Benoît, France

AB

AP

PM

FS

FJ

RC

TB

sur le plan local. Mettre à la disposition de ses membres toutes les facilités qui leur permettent d'en exercer la pratique. *Siège social*: mairie, rue de la Mairie, 76590 Hautot-sur-Mer. *Date de la déclaration*: 6 octobre 1995.

1837 - Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. **ARTS PLASTIQUES ET PEINTURE**. *Objet*: diffuser entre tous ses membres les techniques et les connaissances dans le domaine du dessin, de la peinture et autres formes d'expressions picturale et graphique. Ses moyens d'actions sont la tenue de réunion de travail et d'assemblées, la publication d'un bulletin, l'organisation de manifestations et toutes initiatives pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'association. *Siège social*: mairie, 24, rue du Crâneau, 76370 Bracquemont. *Date de la déclaration*: 9 octobre 1995.

1838 - Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. **BALADE EN ATTELAGE A L'ANCIENNE**. *Objet*: sauvegarder et promouvoir l'attelage à l'ancienne. Présenter de travaux agricoles et ruraux du passé et plus généralement. Faire revivre toutes les activités traditionnelles du milieu rural d'autrefois. *Siège social*: chez M. Faucon (Pierre), 76740 Crasville-la-Rocquefort. *Date de la déclaration*: 9 octobre 1995.

1839 - Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. **CLINS D'ŒIL**. *Objet*: élaboration et organisation de manifestations culturelles, qu'elles soient littéraires, artistiques ou scientifiques à destination des habitants d'Envermeu et de sa région. *Siège social*: chez M. Haustrate (Gaston), « Caliban », Le Bucq, 76630 Envermeu. *Date de la déclaration*: 11 octobre 1995.

1840 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **ETC. PRODUCTION**. *Objet*: organiser des concerts dans des lieux divers et toutes activités se rapportant à la musique. *Siège social*: 9, rue Félix-Faure, 76290 Montivilliers. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

1841 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **ASSOCIATION DES FIBROMYALGIQUES-SPID (A.F.S.)**. *Objet*: apporter toutes les informations utiles et un soutien moral aux malades et à leurs familles; promouvoir la recherche médicale dans le domaine de la fibromyalgie-SPID. *Siège social*: 26, rue Ernest-Renan, 76600 Le Havre. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

1842 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **CENTRE D'ACTION CHRETIENNE**. *Objet*: prédication de l'Evangile, témoignage chrétien, conférences, les publications, rencontre de jeunesse et toutes manifestations extérieures dans le cadre de l'Evangile. *Siège social*: 20, rue du 19-Mars-1962, 76610 Le Havre. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

1843 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **LES PETITS DIABLES**. *Objet*: échanges entre assistantes maternelles; éveil de la petite enfance, socialisation, jeux, gymnastique, travaux manuels, lecture, chants, sorties au jardin, activités diverses. *Siège social*: Mme Friboulet (Évelyne), chez la présidente, 28, rue de la Cité-Havraise, 76600 Le Havre. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

1844 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **ASSOCIATION PHOTOGRAPHIQUE DE SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE**. *Objet*: développer pour ses membres de tout âge l'activité de la photographie; prise de vue, développement, tirage. *Siège social*: mairie, 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

1845 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **CLUB COELIO**. *Objet*: promouvoir la cœlio-chirurgie; établir une estimation de la pratique, définir les indications. *Siège social*: bureau du docteur Bokobza, hôpital Jacques-Monod, avenue Pierre-Meridiès, 76290 Montivilliers. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

1846 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. « **JOIE DE VIVRE** » CLUB DES AINÉS DE PARC-D'ANXOT. *Objet*: animer le club, développer les rencontres et les liens d'amitié

entre les retraités, gestion du club. *Siège social*: chez Mme Hébert (Madeleine), rue de la Forge, 76210 Parc-d'Anxot. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

1847 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **ENTENTE SAINT-PIERRAISE DE PETANQUE**. *Objet*: organiser des concours de pétanque tous les samedis à Saint-Pierre-en-Port. Déplacer des équipes de pétanque aux diverses concours de pétanques extérieurs officiels ou non officiels. Rencontres inter-clubs. *Siège social*: chez M. Jorette (Roland), le président, rue du Nord « La Rolandière », 76540 Saint-Pierre-en-Port. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

Modifications

1848 - Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **BILLARD-CLUB DE FECAMP**. *Siège social*: 26, rue Théophraste-Bouffart, 76400 Fécamp. *Transféré*: nouvelle adresse: chez Mme Quessol, Le Mozart, rue du 14 Juillet, 76400 Fécamp. *Date de la déclaration*: 12 octobre 1995.

Dissolutions

1849 - Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. **ASSOCIATION BIBLIOTHEQUES, CENTRES DOCUMENTAIRES (B.C.D.) DE TOURVILLE-SUR-ARQUES**. *Siège social*: école maternelle, rue de Miromesnil, 76550 Tourville-sur-Arques. *Date de la déclaration*: 26 septembre 1995.

77 - SEINE-ET-MARNE

Créations

1850 - Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **102^e PROMOTION DES ELEVES-OFFICIERS DE LA GENDARMERIE NATIONALE**. *Objet*: animation des activités des élèves-officiers admis au cours de formation de l'école des officiers de la gendarmerie nationale à Melun (77) en 1995; et notamment l'organisation de manifestations à caractère social s'ouvrant sur l'extérieur. *Siège social*: école des officiers de la gendarmerie nationale quartier Augereau, 77010 Melun Cedex. *Date de la déclaration*: 26 septembre 1995.

1851 - Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **ASSOCIATION DES JEUNES DE DIGAKO (A.J.D.F.)**. *Objet*: instaurer une sincère amitié et entraide entre ses membres en cas de difficultés morales et financières; participer activement au développement économique et social de Digako. *Siège social*: 64, avenue Lucien-Brunet, 77340 Fontault-Combault. *Date de la déclaration*: 27 septembre 1995.

1852 - Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **POUR LIEUSAINTE**. *Objet*: constituer un rassemblement des Lieusaintais autour de six conseillers municipaux de la liste pour Lieusaint élus aux élections municipales de juin 1995, afin d'assurer le respect des règles démocratiques et de veiller à la prise en compte des intérêts de tous les habitants du Lieusaint. *Siège social*: 86, rue de Paris, 77127 Lieusaint. *Date de la déclaration*: 27 septembre 1995.

1853 - Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **VIVRE EN EQUILIBRE ET EN HARMONIE**. *Objet*: essentiellement éducative et culturelle, cette association a pour objet de favoriser l'autonomie, le développement des potentialités créatrices et l'équilibre de l'être humain sur les plans physique, psychique et mental; l'association pourra aussi organiser des activités d'études, des réunions, des conférences et éventuellement la publication d'un journal dans le domaine de la kinésithérapie et des méthodes de thérapies holistiques. *Siège social*: 3, rue Lecomte-de-Lisle, 77340 Fontault-Combault. *Date de la déclaration*: 27 septembre 1995.

1854 - Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **ASSOCIATION CHASSE DE MEMORANT**. *Objet*: pratique de la chasse sur les communes de Perthes-en-Gâtinais (77) et Villiers-en-Bière (77). *Siège social*: 11, route de Saint-Germain, 77930 Céty-en-Bière. *Date de la déclaration*: 28 septembre 1995.

1855 - Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **ASSOCIATION AFRICAINE DE MELUN-SENART**. *Objet*: organiser une assistance mutuelle en cas de décès; développer les activités

EDUPARTNERS / Kbis & Statuts :

Greffes du Tribunal de Commerce de Créteil

IMMEUBLE LE PASCAL
CENTRE COMMERCIAL DE CRETEIL SOLEIL
94049 Créteil CEDEX

N° de gestion 2016B06468

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS à jour au 20 Avril 2021

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	803 692 938 R.C.S. Créteil
<i>Date d'immatriculation</i>	28/11/2016
<i>Transfert du</i>	R.C.S. de Versailles en date du 03/12/2015
<i>Date d'immatriculation d'origine</i>	24/07/2014
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	EDUPARTNERS
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée à associé unique
<i>Capital social</i>	10 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	20B Avenue Duvelleroy 94130 Nogent-sur-Marne
<i>Activités principales</i>	Création et mise en place d'activités événementielles. Formation en matière d'affaires et de gestion. Conseil et consulting en gestion stratégique, financière, commerciale, sociales, des ressources humaines, de la production, plus généralement le conseil et l'assistance opérationnelle sur toutes questions de gestion.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 24/07/2113
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 septembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président

<i>Nom, prénoms</i>	PARNAUDEAU Sébastien
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 12/01/1970 à Poitiers (86)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	20B Avenue Duvelleroy 94130 Nogent-sur-Marne

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	20B Avenue Duvelleroy 94130 Nogent-sur-Marne
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Création et mise en place d'activités événementielles. Formation en matière d'affaires et de gestion. Conseil et consulting en gestion stratégique, financière, commerciale, sociales, des ressources humaines, de la production, plus généralement le conseil et l'assistance opérationnelle sur toutes questions de gestion.
<i>Date de commencement d'activité</i>	10/07/2014
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'AUTRE ETABLISSEMENT DANS LE RESSORT

<i>Adresse de l'établissement</i>	93 Avenue Charles de Gaulle 94130 Nogent-sur-Marne
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Secrétariat administratif
<i>Date de commencement d'activité</i>	14/01/2019
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Société par Actions Simplifiée au capital de 10.000 euros
Siège social : 66 avenue Georges Clémenceau
94170 Le Perreux Sur Marne

STATUTS

(modifiés le 03/08/2021)



JE SOUSSIGNE :

21/02/25

Monsieur Sébastien PARNAUDEAU,
demeurant 66 avenue Georges Clémenceau
94170 Le Perreux Sur Marne
né le 12 janvier 1970 à POITIERS (Vienne),
de nationalité française,

a établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux.

ARTICLE 1 – FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 – ASSOCIE UNIQUE

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société ; les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil relatives à la dissolution ne sont pas applicables.

Dans le cas où la Société ne comprend qu'un seul associé, l'associé unique est dénommé « Associé Unique ».

L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus aux Associés lorsque la Loi ou les présents Statuts prévoient une prise de Décision Collective.

ARTICLE 3 – OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger : Création et mise en place d'activités événementielles.
Formation en matière d'affaires et de gestion.

Conseil et consulting en gestion stratégique, financière, commerciale, sociales, des ressources humaines, de la production, plus généralement le conseil et l'assistance opérationnelle sur toutes questions de gestion.

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 4 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est : EDUPARTNERS.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 66 avenue Georges Clémenceau 94170 Le Perreux Sur Marne.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président.

Il peut être transféré partout ailleurs en France par Décision Collective Extraordinaire des Associés.

En cas de transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

ARTICLE 6 – DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la Société est prise par Décision Collective Extraordinaire des Associés.

ARTICLE 7 – APPORTS

L'associé unique, soussigné apportent à la Société :

Apports en numéraire

Une somme en numéraire de dix mille euros (10.000,00 euros), correspondant à 10.000 actions de numéraire, d'une valeur nominale de un euro (1 euro) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat la banque Société Générale, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par l'associé, soit 10.000,00 euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros (10.000 euros).

Il est divisé en 10.000 actions de 1 euro chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont de même catégorie.

ARTICLE 9 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

I- Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi. Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des Associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des Associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des Associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des Associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux Associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, la collectivité des Associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II- La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les Associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III- La collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 10 – LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'Associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 11 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.

Une attestation d'inscription en compte sera remise par la Société à l'Associé, sur sa demande.

ARTICLE 12 – MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres ou comptes tenus à cet effet au siège social ; leur cession s'opère par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et transcrit sur un registre coté et paraphé dit « Registre des Mouvements de Titres ».

La Société est tenue de procéder à cette transcription le jour même de la réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les quinze jours qui suivent celle-ci.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé en outre par le cessionnaire.

La transmission d'actions, à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le Registre des Mouvements de Titres, sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La Société tient à jour les comptes individuels des Actionnaires, avec l'indication du domicile déclaré par chacun d'eux.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

ARTICLE 13 – CESSION DES ACTIONS – AGREMENT

I- Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers non associé à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions ci-après :

La demande d'agrément doit être notifiée par l'Associé cédant au Président par lettre recommandée avec avis de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le Président notifie cette demande d'agrément aux Associés.

II- La décision de l'agrément est prise dans le cadre d'une Décision Collective Extraordinaire des Associés.

Cette décision doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au I ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

III- Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'Associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les vingt jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'Associé cédant soit par des Associés, soit par des tiers.

Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'Associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 14 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation de l'article 13 ci-dessus sont nulles.

Les dispositions de l'article 13 qui précède et du présent article 14 ne sont pas applicables lorsque la Société ne comporte qu'un seul Associé.

ARTICLE 15 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote des Décisions Collectives et à la représentation dans les Assemblées Générales dans les conditions légales et statutaires.

Les Associés sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions des Associés.

Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un Associé ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux Décisions Collectives des Associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 16 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS – NUE PROPRIETE – USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nu-propriétaires à l'égard de la Société. Toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans le cadre de la prise de Décisions Collectives à caractère Extraordinaire.

ARTICLE 17 – PRESIDENCE DE LA SOCIETE

DESIGNATION

La Société est gérée et administrée par un Président, qui peut être une personne physique ou une personne morale, Associé ou non.

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné et révoqué par Décision Collective Ordinaire des Associés.

La durée du mandat du Président est fixée avec ou sans limitation de la durée.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois mois, il est pourvu à son remplacement par Décision Collective Ordinaire des Associés. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

POUVOIRS

Le Président dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société, dans les limites de l'objet social, sous réserve des pouvoirs que la Loi réserve expressément aux Associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Le Président est révocable à tout moment par Décision Collective Ordinaire des Associés.

REMUNERATION

La rémunération du Président est fixée par Décision Collective Ordinaire des Associés.

Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

ARTICLE 18 – DIRECTEUR GENERAL

DESIGNATION

Sur proposition du Président, l'assemblée générale peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux qui peuvent être des personnes physiques ou morales.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

DUREE DES FONCTIONS

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée ne puisse excéder celle des fonctions du Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par Décision Collective des Associés. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

REMUNERATION

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

POUVOIRS

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 19 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par Décision Collective des Associés.

Même si les conditions légales ne sont pas réunies, la nomination d'un Commissaire aux Comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital social.

ARTICLE 20 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 21 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 8 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 3 jours de leur réception.

ARTICLE 22 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les opérations visées au présent article font l'objet d'une Décision Collective des Associés, dans les conditions définies ci-après.

De même, lorsque les présents Statuts visent des opérations devant faire l'objet d'une Décision Collective des Associés, cette décision est prise dans les conditions définies ci-après.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Les Décisions Collectives des Associés sont les Décisions Collectives Ordinaires et les Décisions Collectives Extraordinaires.

I- Décisions Collectives Extraordinaires prises à l'unanimité des Associés :

Les Décisions Collectives prévoyant les modifications statutaires suivantes, visées par l'article L 227-19 du Code de Commerce, sont prises à l'unanimité des Associés :

- toute modification des clauses statutaires prévoyant l'inaliénabilité des actions pour une durée n'excédant pas 10 ans, au sens de l'article L 227-13 du Code de Commerce ;
- toute modification des clauses statutaires soumettant les cessions d'actions à l'agrément préalable de la Société, au sens de l'article L 227-14 du Code de Commerce ;
- toute modification des clauses statutaires prévoyant qu'un associé peut être tenu de céder ses actions, ainsi que la suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire tant que celui-ci n'a pas procédé à cette cession, au sens de l'article L 227-16 du Code de Commerce ;
- toute modification des clauses statutaires prévoyant que la société associée dont le contrôle est modifié au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, doit, dès cette modification, en informer la Société, au sens de l'article L 227-17 du Code de Commerce.

II- Autres Décisions Collectives Extraordinaires :

Font l'objet d'une Décision Collective Extraordinaire autre que celles qui sont prises à l'unanimité des Associés :

- l'agrément des tiers cessionnaires, conformément aux dispositions de l'article 13 ci-dessus ;
- le transfert du siège social ailleurs que dans le même département ou dans un département limitrophe ;
- la prorogation de la Société ;
- l'augmentation, l'amortissement et la réduction du capital ;
- la suppression du droit préférentiel de souscription des Associés ;
- la fusion, la scission et l'apport partiel d'actif ;
- la dissolution et la liquidation de la Société ;

Ainsi que toutes les modifications statutaires ne relevant pas des dispositions de l'article L 227-19 du Code de Commerce.

Les Décisions Collectives Extraordinaires autres que celles qui sont prises à l'unanimité des Associés sont prises à la majorité en nombre et en voix des Associés présents, représentés ou ayant voté dans la cadre d'une consultation écrite.

III- Décisions Collectives Ordinaires :

Font l'objet d'une Décision Collective Ordinaire, les décisions qui ne font pas l'objet d'une Décision Collective Extraordinaire, et notamment :

- la nomination et la révocation du Président ;
- la fixation de la rémunération du Président ;
- la nomination des Commissaires aux Comptes ;
- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats.

Les Décisions Collectives Ordinaires sont prises à la majorité en nombre et en voix des Associés présents, représentés ou ayant voté dans la cadre d'une consultation écrite.

ARTICLE 23 – MODALITES DE LA PRISE DES DECISIONS COLLECTIVES

Les Décisions Collectives des Actionnaires sont prises au choix du Président :

- ou en Assemblée Générale ;
- par consultation écrite des Associés.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Chaque Associé a le droit de participer aux Décisions Collectives par lui-même ou par mandataire.

Toutefois, l'Associé Unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les procès-verbaux des Décisions Collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des Associés sont valablement certifiés conformes par le Président et, le cas échéant, par le Secrétaire de l'Assemblée. Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement faite par le Liquidateur.

ARTICLE 24 – ASSEMBLEES GENERALES

Tout Associé peut demander la réunion d'une Assemblée Générale.

L'Assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens quinze jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des Associés.

Dans le cas où tous les Associés sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit son Président.

L'Assemblée désigne également un Secrétaire qui peut être choisi en dehors des Associés.

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le Secrétaire.

Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés à main levée ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le Président de séance.

Le vote par correspondance à l'Assemblée Générale est également autorisé.

ARTICLE 25 – CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés sont adressés à chacun par tous moyens.

Les Associés disposent d'un délai minimal de huit jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec avis de réception ou télécopie.

L'Associé n'ayant pas répondu dans le délai de huit jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque Associé.

ARTICLE 26 – QUORUM – NOMBRE DE VOIX

L'Assemblée Générale ne délibère valablement que si les Associés présents ou représentés détiennent plus de la moitié du capital social.

En cas de vote par correspondance à l'Assemblée Générale, il n'est tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions et délais fixés par le Code de Commerce.

En cas de consultation écrite des Associés, la Décision Collective n'est valablement prise que si les Associés qui ont émis leurs votes détiennent plus de la moitié du capital social.

En tout état de cause, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi et des présents Statuts.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Au cas où des actions sont nanties, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres.

La Société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage ; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

ARTICLE 27 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 15 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 28 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1 octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 septembre 2015.

ARTICLE 29 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes.

Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 30 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 31 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTE

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être

distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 32 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 33 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 34 - DISSOLUTION - LIQUIDATION OU TRANSMISSION DU PATRIMOINE

I - Hormis les cas de dissolution judiciaire prévus par la Loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par Décision Collective des Associés

II - Sauf les cas de fusion, scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La liquidation est faite par un ou plusieurs Liquidateurs nommés par Décision Collective des Associés.

Le Liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

Une Décision Collective des Associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les Associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

III - Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sauf si l'associé unique est une personne physique. Dans ce cas, l'expiration de la Société ou sa dissolution entraîne sa liquidation.

Lorsque l'associé unique est une personne morale, les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

ARTICLE 35 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les Actionnaires, ou entre un Actionnaire et la Société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents Statuts ou plus généralement les affaires sociales, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 36 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée illimitée est :

Monsieur Sébastien PARNAUDEAU,
demeurant 66 avenue Georges Clémenceau 94170 Le Perreux Sur Marne,
né le 12 janvier 1970 à POITIERS (Vienne),
de nationalité française,

Monsieur Sébastien PARNAUDEAU accepte les fonctions de Président et déclare n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 37 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

I - Monsieur Sébastien PARNAUDEAU, associé, est expressément habilité à accomplir les actes et à prendre les engagements suivants:

1- Avancer et payer au fur et à mesure de leur exigibilité les frais, droits et honoraires relatifs à la constitution de la Société et aux opérations qui en découlent dans la mesure où les opérations sociales ne permettraient pas à la Société en formation de les supporter ; éventuellement en l'absence de compte bancaire ouvert au nom de la Société, régler ou recevoir toutes sommes relatives à l'exploitation, et ce jusqu'à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ;

2- Ouvrir auprès des banques et centre de chèques postaux tout compte de chèques, escomptes ; demander tout découvert ;

3- Autoriser la Banque détentrice des fonds provenant de la souscription en numéraire du capital, à virer les fonds à un compte ordinaire ouvert au nom de la Société sur simple présentation du certificat d'immatriculation ou de tous documents qu'il plaira d'accepter à la Banque, tels que Journal d'Annonces Légales, certificat de dépôt au Greffe, etc. ;

4- Effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :
pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

II - Par ailleurs, le président en outre expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits actes et engagements.

Fait au Perreux Sur Marne,
Le 2 Aout 2021,
En 5 exemplaires originaux.

lu et approuvé

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Parnaud'.

Sébastien PARNAUDEAU

Attestation Travail Dissimulé

Attestation sur l'honneur à souscrire par le cocontractant
dans le cadre de la loi sur le Travail Dissimulé
(Loi du 11 mars 1997)

Je soussigné, Sebastien PARNAUDEAU
– Représentant légal de la société <EDUPARTNERS> au :

Siège social :

66 avenue Georges Clémenceau - 94170 Le Perreux Sur Marne

Bureaux :

93 Grande rue Charles de Gaulle - 94130 Nogent sur Marne

FRANCE

Tel mobile : +33 6 85 71 07 86

Tel bureau : +33 9 84 14 86 82

Atteste sur l'honneur que :

- L'ensemble des déclarations fiscales obligatoires à ce jour et au titre de l'activité de la société <EDUPARTNERS > ont été déposées auprès de l'Administration Fiscale.
- Tous les travaux / prestations seront réalisé(e)s avec des **salariés employés régulièrement au regard des articles L.8211-1 et suivants, L.3243-1 et suivants, R.3243-1 et suivants et L. 1221-10 du Code du Travail** dans le cadre du contrat conclu avec la société <EDUPARTNERS>.

Le Perreux Sur Marne, Le 05 janvier 2023

Sebastien PARNAUDEAU

Dirigeant d'EDUPARTNERS

